



République du Sénégal
Un Peuple – Un But – Une Foi

15953014

MINISTERE DE LA FEMME DE LA FAMILLE ET L'ENFANCE

**CABINET DU MINISTRE DELEGUE CHARGE DE LA MICROFINANCE ET DE
L'ECONOMIE SOLIDAIRE**

DIRECTION DE LA MICROFINANCE

**Comité National de Coordination des activités de
microfinance (CNC)**

**Plan d'action actualisé
(2012-2013) de la Lettre de Politique
Sectorielle de la Microfinance**

Remarque : En souligné dans la colonne "Acteurs", on a le responsable ou acteur principal

Axe stratégique 1 : Amélioration de l'environnement économique, légal et réglementaire pour un développement sécurisé du secteur

Résultats	Actions	Modalités	Acteurs	Délai	Indicateurs	Moyens de vérification	Suppositions critiques
1.1. Les options, les politiques économiques et stratégies du gouvernement contribuent de façon optimale au développement du secteur de la microfinance	1.1.1. Application de politiques ou stratégies relatives à la réduction de la pauvreté, à la promotion des MPE et PME, au développement rural et à la promotion de la femme favorisant le développement d'une demande solvable en produits et services financiers	1.1.1.1. Analyser les options, politiques et stratégies concernées et examiner leur cohérence et leur impact sur le secteur de la microfinance	<u>Gouvernement, CNC, Partenaires techniques et financiers (PTF)</u>	Périodique	Mesures favorables et défavorables et niveau de cohérence des politiques et stratégies	Documents de stratégies, Communiqués du Gouvernement Impacts sur le secteur,	Les Pouvoirs publics adhèrent à la nécessité de mise en cohérence et les mesures prises sont appliquées
		1.1.1.2. Faire des propositions d'amélioration des options, politiques et stratégies, si nécessaire	<u>CNC, Gouvernement</u>	Périodique	Nombre de propositions	Comptes rendus du CNC	-
1.2. Le cadre légal et réglementaire révisé prend en compte les éléments et défis suivants : la diversité des interventions, les pratiques optimales, la sécurisation du secteur, une répartition claire des tâches entre la BCEAO et les structures de l'Etat, les actes de l'OHADA, le référentiel comptable	1.2.1. Mise en place du cadre régional légal et réglementaire révisé	1.2.1.1. Informer et former les différents acteurs, notamment les SFD et leurs structures d'appui, à la nouvelle réglementation grâce à l'élaboration et à la diffusion de guides et la tenue de sessions de formation	<u>BCEAO, SMS, AP/SFD, DMF, PTF</u>	Périodique	Nombre de guides publiés et diffusés Nombre de sessions de formation, Nombre de participants (individus et SFD)	Rapports d'activités Rapports de formation	-
		1.2.1.2. Mettre en conformité les SFD avec le cadre légal et réglementaire révisé	<u>BCEAO, SMS, AP/SFD</u>	Continue	% de SFD en conformité avec le cadre révisé Nombre de membres/clients correspondant	Rapports d'inspection des Autorités de contrôle (BCEAO, SMS, Commission Bancaire)	Les Autorités ont les moyens de veiller à la mise en conformité
		1.2.1.3. Clarifier, diffuser et faire respecter les conditions fiscales pour le secteur de la microfinance	<u>BCEAO, MEF, AP/SFD, Direction Générale des Impôts et Domaines, Direction Générale des Douanes</u>	2012-2013	Document sur les conditions fiscales rédigé et diffusé Nombre d'institutions en règle avec la fiscalité	Notes de diffusion et guides Comptes rendus des séminaires de sensibilisation et de formation	Les structures responsables de la clarification et de la diffusion en ont les capacités et les moyens

Résultats	Actions	Modalités	Acteurs	Délai	Indicateurs	Moyens de vérification	Suppositions critiques
		1.2.1.4. Mettre en application le nouveau plan comptable et le nouveau dispositif prudentiel, par la diffusion de guides, la formation et la révision des manuels	BCEAO, SMS, AP/SFD, DMF	Continue	Nombre de guides publiés et diffusés Nombre de manuels révisés, Nombre de sessions de formation Nombre de participants Nombre de SFD appliquant le nouveau plan comptable et le nouveau dispositif prudentiel	Manuels, Guides et rapports de formation Rapports d'inspection et rapports annuels envoyés à la tutelle	Les SFD ont les ressources humaines et matérielles nécessaires à l'application du nouveau cadre
		1.2.1.5. Assurer le renforcement de l'offre d'appui technique aux SFD pour la mise en application du NRC	BCEAO, SMS, AP/SFD, DMF	2012	Nombre de sessions de formation de formateurs organisées sur le NRC Nombre de formateurs certifiés sur le NRC	Rapports de formation	-
	1.2.2. Mise en œuvre des dispositions rénovées de l'OHADA applicables au secteur de la microfinance	1.2.2.1. Participer à la diffusion de l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés coopératives	BCEAO, AP/SFD, Ministères concernés	2012-2013	Nombre d'ateliers de sensibilisation sur le Nouvel acte uniforme	Rapports d'activités	-
1.3. La surveillance et le contrôle sont renforcés en vue de la sécurisation du secteur	1.3.1. Renforcement des capacités en ressources humaines et matérielles de la SMS	1.3.1.1. Poursuivre l'exécution du plan de Renforcement de la Structure Ministérielle de Suivi (SMS) en ressources humaines, matérielles et financières	SMS, Gouvernement, PTF, Structures d'appui technique	2012-2013	Existence d'un plan de renforcement actualisé Niveau de mise en œuvre du plan	Plan de renforcement Rapports d'activités de la SMS	-
		1.3.1.2. Maintenir un bon niveau de compétence de la SMS par la formation et les échanges d'expériences	SMS, Gouvernement, PTF, BCEAO	2012-2013	Existence d'un plan de formation actualisé Nombre d'agents formés par thème Nombre de visites d'échanges et participants Fonds d'intervention	Rapports d'activités de la SMS	Le turnover des agents de la SMS est maintenu à un niveau raisonnable

Résultats	Actions	Modalités	Acteurs	Délai	Indicateurs	Moyens de vérification	Suppositions critiques
		1.3.1.3. Diffuser auprès des structures de contrôle la méthodologie uniformisée au sein de l'UEMOA pour la surveillance et la conduite des contrôles	<u>BCEAO, SMS</u>	Périodique	Nombre de guides publiés et diffusés Nombre de sessions de formation Nombre de participants de la SMS	Supports didactiques, Rapports BCEAO et SMS	La BCEAO, en collaboration avec les Structures ministérielles de suivi, a développé ces supports
	1.3.2. Conduite efficace de missions de contrôle et de surveillance de la SMS	1.3.2.1. Assurer le suivi de l'application de la réglementation en procédant à un contrôle approfondi des SFD	<u>BCEAO, SMS, Commission Bancaire</u>	Continue	Nombre de SFD contrôlés ; % des SFD en faute sanctionnés	Rapports SMS, BCEAO et Commission Bancaire	Les Pouvoirs Publics ont la volonté d'appliquer la réglementation
1.3.2.2. Mettre en œuvre les recommandations des missions d'inspection et prendre les sanctions requises en cas de besoin		<u>BCEAO, SMS, Commission Bancaire, AP/SFD</u>	Continue	% des sanctions mises en exécution Nombre de SFD sous administration provisoire Nombre de retraits d'autorisation d'exercice	Rapports SMS, BCEAO et Commission Bancaire	Les Pouvoirs Publics ont la volonté d'appliquer la réglementation	
1.3.2.3. Réaliser régulièrement l'inventaire des structures exerçant l'activité de microfinance sans autorisation et procéder éventuellement à des sanctions		<u>BCEAO, SMS, AP/SFD</u>	Périodique	Exhaustivité de la liste dressée Nombre de mises à jour	Rapports SMS, BCEAO et Commission Bancaire	-	
1.3.3. Mise en place et fonctionnement d'une base de données et d'une Centrale des Risques pour le secteur	1.3.3.1. Actualiser et assurer la gestion de la base de données sur les opérations des SFD	<u>SMS, BCEAO, SFD, Association professionnelle</u>	Continue	Nombre des visites Accessibilité et actualité de la base de données Nombre de publications sur les données du secteur	Statistiques du secteur Rapports d'activités SMS	-	
	1.3.3.2. Encourager la mise en place d'une Centrale des risques ou d'un bureau de crédit pour le secteur de la microfinance	<u>BCEAO, SFD, AP/SFD, Ministères concernés, PTF</u>	Continue	Nombre des SFD participants, % de portefeuille concerné, qualité des informations	Informations produites par la Centrale des risques	-	

Axe Stratégique 2 : Offre viable et pérenne de produits et services adaptés, diversifiés et en augmentation, notamment dans les zones non couvertes par des SFD professionnels

Résultat	Actions	Modalités	Acteurs	Délai	Indicateur	Moyens de vérification	Suppositions critiques
2.1. Les SFD se professionnalisent	2.1.1. Renforcement des capacités en ressources humaines et institutionnelles des SFD	2.1.1.1. Identifier et actualiser les besoins pertinents en formation des SFD	AP/SFD, SFD, DMF, SMS, PTF	Périodique	Existence d'un plan de formation des SFD Nombre de mise à jour du Plan	Plan de formation	Les SFD ont la volonté de collaborer à l'identification de leurs besoins
		2.1.1.2. Dérouler des sessions de formation des élus et du personnel des SFD	AP/SFD, SFD, DMF, PTF, Consultants, structures de formation	2012-2013	Nombre de formés par thème, % de formés appliquant les connaissances acquises	Rapports d'activités Rapports de formation Rapports de suivi-évaluation	Les SFD sont intéressés à ces formations et les participants ont le niveau requis Les formations sont adaptées aux besoins des apprenants
		2.1.1.3. Assurer la fonctionnalité des organes des SFD	SFD, SMS, BCEAO, AP/SFD, DMF, PTF	Continue	Régularité des réunions des organes Niveau de représentation des élus Tenue de PV Application et suivi des recommandations Respect des ratios prudentiels	Rapports des organismes de suivi, de contrôle et de surveillance Rapports d'audit externe et de Rating Rapports d'études	Les SFD ont la volonté d'améliorer leur gouvernance
		2.1.1.4. Aider les SFD qui le souhaitent à mener des réflexions en vue de leur transformation	SFD, AP/SFD, DMF, PTF, Consultants	2012-2013	Nombre et type de SFD engagés dans un processus de transformation institutionnelle	Rapports d'activités Statistiques du secteur Actes administratifs	
		2.1.1.5. Favoriser l'accompagnement technique/coaching pour les SFD de petite taille	AP/SFD, DMF, SFD, PTF, Consultants	2012-2013	Nombre de SFD bénéficiant d'accompagnement technique/coaching Nombre de consultants recrutés et mis à la disposition des SFD	Rapports de suivi-évaluation	Les SFD collaborent avec les coaches
	2.1.2. Mise en place de systèmes de contrôle interne et externe performants	2.1.2.1. Diffuser des outils de contrôle interne et externe adaptés pour les SFD	AP/SFD, DMF, PTF, SFD, SMS, BCEAO, Consultants,	Continue	Nombre d'outils conçus et diffusés Nombre de SFD utilisant ces outils	Rapports d'activités projets/programmes Rapports de suivi-évaluation	

Résultat	Actions	Modalités	Acteurs	Délai	Indicateur	Moyens de vérification	Suppositions critiques
		2.1.2.2. Apporter un appui technique aux SFD pour la mise en place d'un système de contrôle interne et externe	SFD, AP/SFD, DMF, PTF, SMS, BCEAO, Consultants	2012-2013	Nombre de SFD appuyés Nombre et % de SFD ayant un système de contrôle interne performant Nombre de missions d'audit externe et de rating Nombre et % de SFD disposant d'états financiers certifiés Nombre de missions d'inspection de la SMS, de la BCEAO et de la Commission Bancaire	Rapports SMS, BCEAO et Commission Bancaire, Rapports d'audits internes, externes et de Rating Rapports d'études transversales	Les structures d'appui technique et les cabinets d'audit sont référencés et compétents
	2.1.3. Appui aux SFD à se doter de SIG adéquats et de plans d'affaires réalistes et opérationnels	2.1.3.1 Appuyer les SFD à se doter de plans d'affaires opérationnels	SFD, AP/SFD, DMF, PTF, Consultants	2012-2013	Nombre et % de SFD ayant un plan d'affaires actualisé	Rapports SMS, BCEAO et Commission Bancaires, Rapports de suivi-évaluation	Les SFD ont la volonté de développer leurs capacités dans ce domaine et ont les ressources humaines et matérielles pour ce faire
		2.1.3.2. Aider à la mise en place de SIG adéquats	SFD, AP/SFD, DMF, PTF, Consultants, Fournisseurs de solutions technologiques	2012-2013	Nombre de SFD appuyés Nombre et % de SFD ayant un SIG adéquat	Rapports SMS, BCEAO et Commission Bancaires Rapports d'Audit et de Rating Rapports d'études	Disponibilité d'une offre adaptée et performante sur le marché L'infrastructure existante permet un bon traitement des données
	2.1.4. Amélioration de l'accès des SFD à des services non financiers et en appui technique	2.1.4.1. Renforcer l'offre de prestation de services non financiers et d'appui technique aux SFD	AP/SFD, DMF, PTF, prestataires de services non financiers, SFD	2012-2013	Mise à jour de la base de données des Consultants Nombre de sessions de formation de formateurs organisées Nombre de nouveaux formateurs certifiés par thème	Rapports de formation Base de données consultants	
		2.1.4.2. Créer un partenariat durable entre SFD et prestataires de services non financiers	SFD, Consultants, AP/SFD, DMF	Continue	Nombre de prestations Nombre de SFD participant	Conventions signées Rapports	Les SFD et prestataires sont intéressés à ce partenariat
		2.1.4.3. Favoriser la collaboration avec les structures de formation et de recherche, les Universités, etc. pour la formation de formateurs et la mise en œuvre de projets de recherche	Structures de formation et de recherche, SFD, AP/SFD, DMF, PTF	Continue	Nombre de partenariats mis en œuvre Activités menées	Rapports et Conventions de partenariat	Les Structures de formation sont intéressées à développer une expertise dans le secteur

Résultat	Actions	Modalités	Acteurs	Délai	Indicateur	Moyens de vérification	Suppositions critiques
		2.1.4.4. Assurer une plus forte implication des prestataires de services non financiers dans l'exécution du plan d'action	CNC, Prestataires de services non financiers	Continue	Niveau de représentation des prestataires aux rencontres sur le secteur	Comptes rendus des rencontres	Les prestataires sont regroupés au sein de structures
	2.1.5. Mise en place d'une convention collective spécifique	2.1.5.1. Veiller à l'application par les SFD de la convention collective	Syndicat des travailleurs des SFD, AP/SFD, SFD, Etat, BIT et autres partenaires	Continue	% de SFD appliquant la Convention	Rapports d'activités AP/SFD Documents y relatifs	Les SFD ont les moyens de respecter la convention
	2.1.6. Amélioration de la qualité des opérations des SFD	2.1.6.1. Conduire les opérations de microfinance selon les pratiques optimales notamment au plan de la qualité du portefeuille, du contrôle et d'une bonne tarification	SFD, SMS, BCEAO, AP/SFD, DMF, Agences de rating, cabinets d'audit, structures d'appui techniques	Permanent	Nombre de SFD appliquant les pratiques optimales Niveau de rentabilité des SFD Qualité de portefeuille Niveau de capitalisation	Manuels de procédures Politiques d'épargne et de crédit Rapports d'activités et états financiers, Rapports SMS, BCEAO et Commission bancaire	
	2.1.7. Encouragement à la mise en réseau des institutions non affiliées	2.1.7.1. Favoriser le regroupement progressif des institutions isolées ou leur adhésion à des réseaux existant	SFD, AP/SFD, DMF, PTF, SMS, BCEAO	2011-2013	Evolution du nombre de réseaux par rapport au nombre d'institutions non affiliées Nombre d'institutions non affiliées ayant adhéré à un réseau	Statistiques du secteur Rapport d'activités des réseaux	Les conditions requises pour la mise en réseau (ou l'adhésion à un réseau) sont réunies
2.2. L'offre de produits et services est améliorée, diversifiée et étendue à des zones non encore touchées	2.2.1. Création des conditions d'amélioration d'une offre viable en produits et services financiers, y compris dans les zones non ou insuffisamment couvertes, notamment en zones rurales	2.2.1.1. Identifier les zones à fort potentiel non ou insuffisamment couvertes par les SFD	Ministères concernés, PTF, AP/SFD, SFD, Consultants, Autres services de l'Etat, Collectivités locales, structures d'appui technique	2012-2013	Taux de pénétration par zone Encours de crédit et d'épargne par zone Cartographie zones	Rapports d'études Statistiques sur le secteur	
		2.2.1.2. Signer des contrats de performance avec des SFD pour leur extension en milieu rural	Ministères concernés, SFD, Collectivités locales, structures d'appui technique, PTF	2012 - 2013	Nombre de contrats signés Niveau de réalisation des engagements contractuels (Nombre de bénéficiaires, encours d'épargne et de crédit)	Rapports d'activités des projets et programmes d'appui Rapports de suivi-évaluation	Les conditions sont incitatives et respectent la viabilité des SFD
		2.2.1.3. Installer des agences et guichets (y compris mobiles) dans les zones rurales à fort potentiel non ou insuffisamment couvertes	SFD, Autorités locales, PTF	2012 - 2013	Nouvelles agences Nouveaux guichets Nombre de bénéficiaires Encours d'épargne et de crédit Evolution du taux de pénétration	Rapports d'activités des SFD Cartographie numérisée Rapports de suivi-évaluation	

Résultat	Actions	Modalités	Acteurs	Délai	Indicateur	Moyens de vérification	Suppositions critiques
	2.2.2. Diversification et innovation en matière d'offre pour une adaptation des produits et services à la demande solvable de la clientèle	2.2.2.1. Appuyer la formation des SFD et structures d'appui aux outils de développement de nouveaux produits	SFD, DMF, AP/SFD, Structures d'appui, PTF	2012 - 2013	Nombre de sessions de formation Nombre de formés % de formés appliquant les connaissances acquises	Rapports de formation Rapports de suivi-évaluation	Les participants ont le niveau requis pour la formation Existence de modules et d'approches adaptés
		2.2.2.2. Développer et diffuser de nouveaux produits (y compris la finance islamique) adaptés aux besoins des femmes, des jeunes et des acteurs des chaînes de valeurs agricoles (notamment des producteurs)	SFD, AP/SFD et Structures d'Appui, PTF	2012 - 2013	Nombre de nouveaux produits mis en œuvre Volume et Encours de nouveaux produits correspondant Nombre de bénéficiaires	Rapports d'activités Rapport de suivi-évaluation	Des opportunités d'innovation existent et intéressent les SFD
		2.2.2.3. Promouvoir la banque à distance à travers l'utilisation de technologies appropriées comme le mobile banking	SFD, DMF, PTF, AP/SFD, BCEAO, structures d'appui, fournisseurs de solutions technologiques, Opérateurs télécom	2012-2013	Nombre d'initiatives développées Nombre de nouveaux clients atteints et niveau de satisfaction Evolution du taux de pénétration en milieu rural	Rapports de suivi-évaluation Statistiques sur le secteur Enquêtes de satisfaction clients	L'infrastructure existe et le dynamisme de la téléphonie mobile est maintenu
		2.2.2.4. Décerner aux SFD un prix à l'innovation	DMF, structures d'appui, AP/SFD, SFD, PTF, Médias/Presse	2013	Nombre de SFD primés Nombre et types d'innovations	Rapports du Comité de sélection	Des opportunités d'innovation existent et intéressent les SFD
	2.2.3. Structuration de la demande et promotion de la Gestion des Performances Sociales (GPS)	2.2.3. 1. Tisser des partenariats avec les structures d'appui à la structuration de la demande, notamment en milieu rural (ONG, projets, organisations de producteurs, etc.)	SFD, DMF, AP/SFD, PTF, structures d'appui, ONG, collectivités locales, Organisations de producteurs	2012-2013	Nombre de partenariats mis en œuvre Niveau d'exécution des partenariats	Conventions signées Rapports d'évaluation	Les structures d'appui à la demande sont favorables et respectent leurs engagements
		2.2.3. 2. Renforcer les capacités des membres/clients des SFD à travers l'éducation financière	SFD, AP/SFD, DMF, OQSF, PTF, Consultants, SMS, BCEAO	2012- 2013	Nombre de sessions organisées Nombre de membres/clients formés % de formés appliquant les connaissances acquises Niveau de surendettement clients	Rapports de formation Rapports de suivi post-formation Rapports d'études Données Centrale des risques	Les membres/clients ciblés portent un intérêt pour la formation Les SFD s'engagent à former leurs membres selon les normes
		2.2.3. 3. Promouvoir la gestion des performances sociales au sein des SFD	SFD, AP/SFD, DMF, PTF, Consultants,	2012-2013	Nombre de SFD ayant mis en place un système de GPS	Rapport d'activités AP/SFD	-

Axe Stratégique 3 : Articulation renforcée entre SFD et Banques, favorisant le financement des MPE et PME, et une intégration progressive du secteur de la microfinance au secteur financier

Résultat	Actions	Modalités	Acteurs	Délai	Indicateur	Moyens de vérification	Supposition critique
3.1. Les SFD et les banques mettent en œuvre des dispositifs et mécanismes de financement des MPE et PME	3.1.1. Appuis aux SFD et aux banques dans le montage des mécanismes et dispositifs	3.1.1.1. Capitaliser et évaluer les expériences existantes	Ministères concernés, BCEAO, SFD, Structures d'appui technique, PTF	2012 - 2013	Nombre d'études Nombre d'expériences	Rapports d'études et documents	Les SFD sont intéressés à ces mécanismes et y trouvent leur compte
		3.1.1.2. Fournir aux SFD et aux banques les appuis techniques et financiers requis	Structures d'appui techniques, PTF, Ministères concernés, SFD, Banques, Association Professionnelle et Structures d'appui Techniques	2012 - 2013	Nombre et qualité des appuis Nombre de SFD touchés Nombre de sessions de formation Nombre de participants par type	Rapports d'activités Rapports de formation	Les SFD sont intéressés à ces appuis et acceptent de contribuer aux coûts y relatifs
		3.1.1.3. Mettre en œuvre et renforcer les mécanismes et dispositifs de financement des MPME	SFD, Banques, Structures d'appui technique, PTF	2012 - 2013	Nombre de SFD, banques ayant des dispositifs spécifiques de financement des MPME Encours de crédit MPME	Rapports d'activités des SFD Données sur le financement des MPME	-
		3.1.1.4. Développer des produits adaptés au segment des MPME	SFD, Banques, Structures d'appui techniques, PTF	2012 - 2013	Nombre de nouveaux de produits offerts aux PME Nombre de PME bénéficiaires	Entretiens auprès des SFD, des banques et MPME	Les SFD et les banques ont le niveau de professionnalisation requis
		3.1.1.5. Rechercher des financements à moyen et long terme	SFD, AP/SFD, Ministères concernés, PTF	2012 - 2013	Montant des ressources MLT mobilisées par les SFD	Données sur les ressources mobilisées par le secteur	Les SFD ont des états financiers fiables et une bonne qualité de portefeuille
		3.1.1.6. Poursuivre le dialogue entre SFD et Organisations Patronales et Consulaires (OPC)	AP/SFD, OPC, SFD, Ministères concernés PTF, Structures d'appui	2012 - 2013	Nombre de rencontres organisées Nombre de conventions signées Nombre de PME ayant bénéficié de financement au niveau des SFD	Comptes rendus Rapport de suivi	Les PME membres des OPC présentent un potentiel de viabilité certain
3.2. Les SFD sont articulés aux banques commerciales et sont progressivement	3.2.1. Renforcement de la structure financière des SFD	3.2.1.1. Favoriser le renforcement des fonds propres des SFD	SFD, AP/SFD, BCEAO, SMS, PTF	2012 - 2013	Nombre de SFD ayant renforcé leurs fonds propres Ratio de capitalisation	Statistiques du secteur	La volonté et les opportunités existent

intégrées aux marchés financiers	3.2.3. Renforcement des relations d'affaires SFD / Banques	3.2.3.1. Mise en œuvre des modalités de développement des relations d'affaires entre les banques et les SFD (transfert, prise de participation croisée, etc.)	Banques, SFD, AP/SFD et APBEF, Ministères concernés, PTF	2012 - 2013	Nombre de partenariats établis entre banques et SFD	Rapports de suivi-évaluation	Les banques et les SFD sont intéressés à établir des relations d'affaires
		3.2.3.2. Renforcer la crédibilité des SFD par l'amélioration de la transparence financière	SFD, AP/SFD et APBEF, Ministères concernés, BCEAO, PTF, Structures d'appui technique	Continue	Qualité des informations financières Nombre de SFD publiant leur information financière	Monographies des SFD de la BCEAO, Cartographie numérisée des SFD Visites des plateformes (Mixmarket, AMT, MFT)	La BCEAO publie régulièrement les monographies des SFD La cartographie numérisée des SFD est actualisée régulièrement
		3.2.3.3. Renforcer la confiance mutuelle entre banques et SFD par des concertations régulières	SFD, Banques, AP/SFD & APBEF, Ministères concernés, PTF	Périodique	Nombre de concertations organisées Nombre de partenariats établis	Comptes-rendus des rencontres Conventions signées	Les banques et les SFD ont la volonté de travailler ensemble
		3.2.3.4. Développer de plateformes techniques de collaboration entre banques et SFD	Banques, SFD, AP/SFD & APBEF, Ministères concernés	2012 - 2013	Nombre et qualité des plateformes	Conventions signées	Les banques et les SFD ont la volonté de développer des partenariats
3.3. Des mécanismes facilitant l'accès des PME et des SFD aux différentes sources de financement sont mis en place	3.3.1. Promotion de mécanismes de garanties adaptés pour les SFD	3.3.1.1. Favoriser la mise en place et/ou le renforcement de mécanismes de garantie	Ministères concernés, PTF, AP/SFD, SFD, banques et établissements financiers	2012 - 2013	Nombre de mécanismes mis en place	Conventions de garanties	Les banques, établissements financiers et SFD acceptent de partager le risque

Axe Stratégique 4 : Organisation du cadre institutionnel de manière à permettre une gestion articulée et concertée du secteur et de la politique sectorielle

Résultats	Actions	Modalités	Acteurs	Délai	Indicateur	Moyens de vérification	Suppositions critiques
4.1. La structuration de la profession est renforcée	4.1.1. Renforcement de l'Association Professionnelle (AP/SFD) en moyens humains, matériels et financiers (budget dégressif)	4.1.1.1. Mettre en œuvre le plan de développement de l'AP/SFD, en tenant compte de la nécessité de fournir à ses membres des services de qualité, de développer sa viabilité financière et de jouer un rôle au plan national et sous-régional	AP/SFD, SFD, PTF	2012 - 2013	Présence d'un plan de développement conforme Nombre et qualité des services/activités développés Niveau de satisfaction des membres Niveau de recouvrement des cotisations	Plan de développement Rapports d'activités de l'AP/SFD Enquête de satisfaction	La légitimité de l'Association ne souffre d'aucune contestation et le dispositif réglementaire lui reste favorable
		4.1.1.2. Contribuer sur la base de contrats de performance au financement dégressif de ce plan de développement	PTF, AP/SFD, Ministères concernés	2012 - 2013	Montant de l'appui obtenu Qualité et niveau d'exécution des contrats de performance Taux de couverture des charges par les ressources internes Capacité d'autofinancement	Rapports d'activités de l'association	-
	4.1.2. Renforcement de l'AP/SFD dans son rôle de représentation, de proposition, de régulation, de promotion du secteur et de défense des intérêts de la profession	4.1.2.1. Améliorer la gouvernance au sein de l'AP/SFD	AP/SFD, SFD	Continue	Nombre de textes actualisés Nombre de réunions des organes tenues Nombre de SFD ayant effectivement adhéré Taux de participation des SFD aux AG	PV des réunions du CA et de l'AG Rapport d'activité de l'Association	Les dirigeants de l'AP/SFD ont la volonté d'améliorer la gouvernance au sein de leur association
		4.1.2.2. Poursuivre la déconcentration des services de l'AP/SFD par l'installation de points focaux régionaux	AP/SFD, SFD, Collectivités locales, structures d'appui	2012-2013	Nombre de points focaux installés Niveau de fonctionnalité des points focaux	Rapports d'activités AP/SFD Visite in situ	
		4.1.2.3. Entretenir des relations de concertation avec les autorités dans le domaine de la microfinance	AP/SFD, Ministères concernés	Continue	Nombre de participation à des rencontres Nombre de mesures nouvelles prises en faveur des SFD	Rapports d'activités AP/SFD, Documents approuvés	Les différentes structures sont conscientes du rôle de l'AP/SFD
		4.1.2.4. Veiller à la bonne application du code de déontologie afin de mieux intégrer les meilleures pratiques en microfinance et d'appliquer la transparence financière et de gestion par la diffusion des documents et la formation	AP/SFD, SFD	Continue	Nombre de SFD affichant le code	Rapports d'activités de l'AP/SFD	Les SFD ont la volonté d'appliquer le code

Résultats	Actions	Modalités	Acteurs	Délai	Indicateur	Moyens de vérification	Suppositions critiques
		4.1.2.5 Développer des relations de partenariat avec les Banques par des représentations croisées au cours des rencontres des différentes associations	<u>AP/SFD, APBEF</u>	2012 - 2013	Nombre et niveau des rencontres	PV des réunions Rapports d'activités AP/SFD	Les associations ont la volonté de créer un partenariat
		4.1.2.6. Tisser des alliances régionales et internationales avec des associations similaires ou d'autres organismes dans le sens d'un partenariat mutuellement avantageux	<u>AP/SFD, Partenaires</u>	2012 -2013	Nombre et qualité des partenariats tissés, réalisations communes	Documents de partenariat, Rapports d'activités AP/SFD	L'AP/SFD a bien identifié les structures partenaires, celles - ci ont la volonté de participer et l'AP/SFD a les ressources humaines et matérielles pour mener ces concertations
4.2. La promotion du secteur est assurée efficacement	4.2.1. Renforcement des capacités de la Direction de la Microfinance (DMF) du Ministère en charge de la Microfinance	4.2.1.1. Poursuivre l'appui à la DMF en moyens matériels et humains	Gouvernement, DMF, PTF	2012-2013	Budget d'appui Evolution des ressources humaines	Rapports d'activités de la DMF	Le turnover du personnel est maintenu à un niveau raisonnable
		4.2.1.2. Maintenir un bon niveau de compétence de la DMF par la formation de son personnel et des voyages d'études/d'échanges	<u>DMF, Gouvernement, PTF, Structures d'appui technique</u>	2012 -2013	Plan de formation actualisé Nombre de sessions de formation Nombre de formés par type Nombre de voyages d'études/échanges et participants	Rapports de formation Rapports d'activités DMF	Les agents de la DMF ont le profil adéquat et le turnover est maintenu à un niveau raisonnable
	4.2.2. Mise en œuvre d'un Centre de Ressources et de Documentation (CRD) en microfinance	4.2.2.1. Doter le CRD de ressources adéquates pour son fonctionnement	<u>Gouvernement, AP/SFD, PTF</u>	2012-2013	Taux de fréquentation Nombre de documents référencés	Visite in situ Rapport d'activités DMF	-
		4.2.2.2. Mettre en œuvre un plan de promotion du CRD	<u>DMF, AP/SFD, PTF, Structures d'appui</u>	2012-2013	Existence d'un plan de promotion du CRD Niveau de mise en œuvre du plan	Rapports d'activités DMF	-
	4.2.3. Evaluation des performances des projets/programmes	4.2.3.1. Assurer le suivi des évaluations des projets/programmes et les revues des missions de supervision	<u>DMF, programmes d'appui, Cabinets d'études</u>	2012 -2013	Nombre et qualité des évaluations et missions	Rapports et documents	La DMF dispose de ressources humaines adéquates. Les acteurs adhèrent au principe d'évaluation de performances
4.3. La politique sectorielle est gérée et conduite de manière efficiente et concertée	4.3.1. Pérennisation du Comité National de Coordination des activités de microfinance (CNC)	4.3.1.1. Assurer la pérennisation du CNC et prévoir son budget de fonctionnement au-delà de 2013	<u>DMF, CNC, Gouvernement, PTF</u>	2012	Budget de fonctionnement Fonctionnalité du Secrétariat du CNC	Rapports des sessions, Document de budget élaboré et disponible et rapport d'activité	Le turno-over du personnel du secrétariat permanent est limité
		4.3.1.2. Tenir des réunions trimestrielles pour assurer une mise en œuvre efficiente de la politique sectorielle, proposer les réajustements et impulser le développement du secteur	CNC	Trimestrielle	Nombre de réunions Niveau de participation des membres du CNC Pertinence des recommandations et impact sur l'exécution de la politique sectorielle	Comptes rendus et PV des réunions Qualité et niveau de mise en œuvre des recommandations du CNC	Les différents acteurs acceptent de participer aux travaux à un niveau représentatif

Résultats	Actions	Modalités	Acteurs	Délai	Indicateur	Moyens de vérification	Suppositions critiques
		4.3.1.3. Organiser des rencontres sur des questions importantes du secteur	CNC	Semestrielle	Nombre et qualité des rencontres, Incidences sur le secteur	PV des rencontres, documents produits	Les différents acteurs acceptent de participer à un niveau représentatif
		4.3.1.4. Constituer, au besoin, des groupes thématiques réfléchissant sur des problématiques importantes du secteur	CNC	2012 - 2013	Nombre de groupes thématiques Nombre de réunions par groupe Qualité des recommandations	Comptes rendus des réunions Rapports des groupes de réflexion	Les différents acteurs acceptent de participer à un niveau représentatif
		4.3.1.5. Renforcer les capacités des membres du CNC par la formation	CNC, Ministères, PTF	2012 - 2013	Nombre de sessions de formations Nombre de formés par type Nombre de voyages d'études/échanges	Rapports de formation	Les membres ont la compétence de base requise et ont la volonté d'améliorer leur niveau
	4.3.2. Approbation, exécution et suivi-évaluation de la Lettre de Politique Sectorielle	4.3.2.1. Faire approuver par les instances habilitées le plan d'action de la Lettre de Politique sectorielle et son budget pour la période restante (2012-2013)	Comité de Pilotage du Processus, CNC	1 ^{er} trimestre 2012	Qualité du document et diligence dans l'approbation	Acte d'approbation du Gouvernement	Le Gouvernement a la volonté d'approuver et de contribuer à la mise en œuvre de la Lettre de Politique
		4.3.2.2. Poursuivre l'exécution des projets et programmes d'appui à la LPS	DMF, CNC, Gouvernement, PTF	2012 - 2013	Nombre de projets et programmes d'appui Niveau de participation pour la couverture du Plan de financement	Documents de projets et programmes Rapport d'activités et d'évaluation	Les conditions économiques et politiques permettent une bonne exécution du plan d'action de la lettre de politique sectorielle L'intervention des fonds étatiques est rationalisée
		4.3.2.3. Assurer la gestion du dispositif de suivi-évaluation du plan d'action de la LPS	DMF, CNC	Continu	Existence d'un manuel de suivi-évaluation Régularité des rapports de suivi - évaluation, Nombre de recommandations Nombre d'études thématiques Nombre de missions de suivi	Manuel de suivi-évaluation Rapports de suivi - évaluation Rapports d'études Rapports de missions	Le turno-over du personnel en charge du suivi-évaluation est limité
		4.3.2.4. Tenir des réunions de suivi - évaluation de la Lettre de Politique et faire les réajustements nécessaires	CNC, Gouvernement, PTF	2008 - 2013	Nombre de réunions Nombre d'ajustements	Comptes rendus et PV des réunions	-
		4.3.2.5. Procéder à l'évaluation (finale et d'impact) de la mise en œuvre du plan d'action	CNC, DMF, PTF	2010 pour l'évaluation finale 2015 pour l'évaluation d'impact	Nombre et qualité des évaluations Nombre d'ateliers nationaux et régionaux de validation Niveau de représentativité des participants	Rapports d'évaluation, PV des rencontres	Les éléments pour la conduite de l'évaluation d'impact sont réunis

Résultats	Actions	Modalités	Acteurs	Délai	Indicateur	Moyens de vérification	Suppositions critiques
	4.3.3. Renforcement de la communication sur le secteur	4.3.3.1. Poursuivre les actions de sensibilisation sur les bonnes pratiques, la nouvelle Loi, son décret et les instructions l'accompagnant	CNC, Structures d'appui, PTF	2012 – 2013	Nombre d'ateliers de sensibilisation Nombre de participants	Rapports de suivi-évaluation Comptes rendus de rencontres	
		4.3.3.2. Coordonner les actions de communication des structures d'encadrement du secteur (DMF, SMS, AP/SFD)	CNC, DMF, SMS, AP/SFD	Continue	Nombre de réunions d'harmonisation Nombre d'actions communes menées	Comptes rendus de rencontres	
		4.3.3.3. Organiser les journées de la microfinance	AP/SFD, DMF, SMS, PTF, structures d'appui	Annuelle	Nombre de journées organisées	Rapports d'activités de l'AP/SFD et de la DMF	-
		4.3.3.4. Assurer la gestion et la mise à jour du Portail de la Microfinance	DMF, PTF	Continue	Nombre de mise à jour Nombre de visiteurs	Visite du site web Statistiques du Portail(www.microfinance.sn)	-